

**INFORMATIONS
COMPLEMENTAIRES
AU
DOCUMENT
D'ENREGISTREMENT
UNIVERSEL
2019**



**BUREAU
VERITAS**

Shaping a World of Trust

1 Enjeux de matérialité

Ce chapitre fait référence aux articles 2.2 du Document d'Enregistrement Universel (DEU).

Principaux enjeux – matrice de « matérialité »

Afin de mieux définir ses priorités et d'adapter ses ressources et ses investissements de manière appropriée, Bureau Veritas a mis à jour sa matrice de matérialité en 2020. Deux groupes de personnes, représentant les parties prenantes internes et externes de Bureau Veritas, ont classé le niveau de matérialité de chacun des principaux risques et opportunités en matière de RSE :

- Le premier groupe est le Comité Focus RSE (CSR Focus committee), composé de huit membres indépendants, comprenant des clients de différents secteurs, des experts en RSE, des représentants de la société civile (associations, ONG, etc.), des investisseurs et des analystes non financiers. Il a exposé ses attentes vis-à-vis de la politique RSE de Bureau Veritas et a évalué la nature et l'importance critique des risques et opportunités non financiers, notamment en termes d'impacts sur l'environnement et les personnes.
- Le deuxième groupe est le Comité de pilotage RSE (CSR Steering committee), composé de représentants des départements juridique et audit, ressources humaines, stratégie, achats, santé et sécurité, sûreté et environnement.

Les principaux enjeux ont été identifiés au cours d'un processus en trois étapes :

- un inventaire des enjeux transversaux a été établi ;
- les enjeux majeurs ont été identifiés ;
- l'importance de ces enjeux a été mesurée et classée sur une échelle de 1 (enjeu sans importance) à 4 (enjeu extrêmement important) en fonction de deux critères : « importance pour Bureau Veritas » (évalué par le Comité de pilotage RSE) et « importance pour les parties prenantes » (évalué par le Comité Focus RSE).

16 enjeux ont été identifiés et organisés autour de trois thèmes illustrés dans le diagramme ci-dessous (excellence opérationnelle, capital humain et protection de l'environnement). Les membres du Comité Focus RSE et du Comité de pilotage RSE ont attribué une note à chacun des 16 thèmes sur une échelle de 1 à 10. Les valeurs moyennes des évaluations de chaque membre des groupes ont été calculées et rapportées dans le diagramme ci-joint.



Par rapport à la précédente matrice de matérialité, réalisée en 2014, les principaux changements sont les suivants :

- **TOP 4**
 - Les thèmes **relations avec les clients** et **protection des données** sont entrés dans le top 4, avec **l'éthique** et la **santé et la sécurité**. Leur niveau d'importance a augmenté pour BV et reste très élevé pour les parties prenantes.
- **NEXT 7**
 - Les thèmes **engagement des employés**, et en particulier la **diversité**, ont connu une croissance significative tant pour BV que pour les parties prenantes.
 - La **gestion du climat/de l'énergie** est plus importante en 2020. La situation est similaire pour **l'environnement/biodiversité**, même si ce thème n'est pas encore considéré comme très significatif.
 - Le niveau d'importance de la **gestion des sous-traitants** et de **l'innovation** n'a pas évolué.
 - Les **droits de l'homme** et les **services ESG** sont entrés dans la matrice en 2020.

▪ **LAST 2**

- L'importance de l'**investissement local/du soutien aux communautés** a considérablement diminué pour les parties prenantes externes et reste assez faible pour BV.

Les progrès réalisés par rapport à nos indicateurs de matérialité sont présentés dans le chapitre 2.6 du Document d'Enregistrement Universel. Un extrait des paramètres de mesure des enjeux matériels clés est présenté ci-dessous.

Enjeu matériel clé	KPI	2017	2018	2019
Éthique	Employés ayant signé le Code d'éthique	100%	100%	100%
Santé et sécurité	Taux d'accidents total	0,49	0,41	0,38
Santé et sécurité	Taux d'arrêts de travail	0,22	0,21	0,23
Santé et sécurité	Taux de certification ISO 45001	82%	84%	86%
Relation avec les clients	Taux de satisfaction des clients	-	86%	95%
Relation avec les clients	Taux de certification ISO 9001	87%	87%	87%

2 Influence politique

Ce chapitre fait référence aux articles 2.3.1.1 du Document d'Enregistrement Universel (DEU).

Le thème « Influence politique » est couvert par le Code d'éthique du Groupe (chapitre sur la Lutte contre la corruption). Il a été mis à jour en février 2019. Il est accessible dans la section RSE du site internet de Bureau Veritas :

https://group.bureauveritas.com/sites/g/files/zypfnx196/files/media/document/Bureau-Veritas_CodeOfEthic_FR.pdf

Bureau Veritas n'apporte aucune contribution à des campagnes politiques ni à des organisations, groupes de pression (lobbies), associations professionnelles, entités exonérées d'impôts ou autres groupes dont le rôle est d'influencer les campagnes politiques, les politiques publiques et la législation. Bureau Veritas n'a pas recours aux services d'un lobbyiste ou d'un avocat pour ce faire.

Bureau Veritas est membre de plusieurs associations professionnelles et commerciales au niveau du Groupe et dans la plupart des pays où l'entreprise exerce ses activités, et paie uniquement les frais d'adhésion correspondants.

Les montants correspondants sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Ils couvrent toutes les entités du Groupe dans le monde entier :

Monnaie EURO	2016	2017	2018	2019
Lobbying, représentation d'intérêts ou similaire	-	-	-	-
Campagnes, organisations et candidats politiques locaux, régionaux ou nationaux	-	-	-	-
Associations professionnelles ou groupes exonérés d'impôts (par exemple, les groupes de réflexion)	1 691 180 €	1 613 613 €	2 678 449 €	3 110 435 €
Autres (par exemple, les dépenses liées aux mesures de vote ou aux référendums)	4 542 €	4 356 €	3 964 €	5 479 €
TOTAL	1 695 722 €	1 617 969 €	2 682 413 €	3 115 914 €

Les données de 3 régions européennes n'étaient pas disponibles dans le rapport financier au moment de la clôture du rapport.

L'augmentation des frais d'adhésion aux associations professionnelles provient principalement de l'Operating Group APM (Asie, Pacifique et Moyen-Orient).

Les principales associations auxquelles Bureau Veritas adhère sont les suivantes :

Associations professionnelles	Frais 2019
• IACS (International Association of Classification Societies - Royaume-Uni)	85 K€
• TIC Council (Fédération internationale des agences d'inspection - Belgique)	70 K€
• AFEP (Association Française des Entreprises Privées - France)	70 K€
• COPREC (Association professionnelle des sociétés d'inspection - France)	60 K€
• SAFed (Safety Assessment Federation - Royaume-Uni)	50 K€
• CMF (Cluster Maritime Français - France)	21 K€
• SAC (Sustainable Apparel Coalition - États-Unis)	20 K€

3 Droits de l'homme

Ce chapitre fait référence aux articles 2.3.2.3 du Document d'Enregistrement Universel (DEU).

La politique en matière de droits de l'homme du Groupe a été publiée en décembre 2018. Elle est accessible dans la section RSE du site internet de Bureau Veritas <https://group.bureauveritas.com/sites/g/files/zyfpx196/files/media/document/Group%2BHR%2B001-PO%2BHuman%2BRights%2B.pdf>

Son déploiement dans l'ensemble des entités et des zones géographiques du Groupe a été évalué en mars 2019 par chacun des vice-présidents exécutifs. Ces évaluations ont conclu que la politique en matière de droits de l'homme a été communiquée à 81 % des collaborateurs de Bureau Veritas et que cette communication est toujours en cours pour 19 % d'entre eux.

Une nouvelle évaluation a été effectuée en janvier 2020 pour vérifier que le déploiement était bien terminé. Cette évaluation a confirmé que la totalité des entités et des zones géographiques de Bureau Veritas avait déployé la politique en matière de droits de l'homme dans leur structure et que toutes les lacunes identifiées en 2019 étaient désormais comblées.

Cartographie des risques en matière de droits de l'homme

Les collaborateurs et les enfants sont les deux groupes vulnérables spécifiquement évalués par Bureau Veritas.

- Une carte des risques des zones couvertes par le plan relatif au devoir de diligence a été établie par le Groupe en 2017 et révisée en 2018 ;
- Une analyse spécifique a été réalisée en interne pour évaluer les risques les plus significatifs pour le Groupe :
 - Les principaux risques relatifs aux droits de l'homme ont été identifiés à l'aide de l'indice de développement humain de l'ONU publié en mars 2018 et en tenant compte de la carte du respect des droits de l'enfant dans le monde publiée par Humanium. Pour les fournisseurs, cette approche a été complétée par une analyse détaillée des risques pour chaque catégorie d'achats ;
 - Les risques environnementaux majeurs ont été identifiés sur la base d'une évaluation de l'impact environnemental des activités commerciales menées par le Groupe et ses sous-traitants. En raison du faible risque environnemental associé à la plupart de ses activités, les risques majeurs ne concernent que les laboratoires pour le traitement de leurs déchets ;
 - Des risques majeurs en matière de sûreté et de sécurité ont été identifiés dans tous les pays ayant signalé un nombre important d'accidents graves en 2018, tant au sein de Bureau Veritas que chez ses sous-traitants ;
- Un examen externe a été réalisé par une société spécialisée indépendante afin d'identifier les enjeux prioritaires. Cet examen a été effectué par le biais d'audits, d'examen de la documentation, d'entretiens avec les services concernés et de vérifications croisées avec des bases de données statistiques externes, notamment la Social Hotspots DataBase (SHDB).

Signalement des problèmes et des infractions

Bureau Veritas suit une politique encourageant son personnel à s'exprimer lorsqu'il est témoin d'actes ou de pratiques au sein de l'entreprise dont il estime qu'ils vont à l'encontre du Code d'éthique. Une ligne d'alerte externe a été mise en place pour permettre au personnel de signaler ce type de problèmes en ligne, par e-mail ou par téléphone tout en restant libre de communiquer son nom.

Chaque collaborateur ou partenaire d'affaires a été informé de l'existence de la ligne d'alerte et du système de signalement.

Examen des problèmes et des infractions

Bureau Veritas s'engage à enquêter sur les problèmes soulevés par ses collaborateurs et partenaires d'affaires, le cas échéant à les résoudre, et, dans la mesure du possible et conformément à la loi en vigueur, à préserver la confidentialité tout au long de cette procédure.

Évaluation de la mise en œuvre de la politique

La conformité à la politique en matière de droits de l'homme fait l'objet d'une évaluation systématique de la part de l'équipe d'audit interne. Les non-conformités sont signalées au service juridique.

Sur la base des récentes conclusions de l'évaluation, l'accent est mis sur trois priorités :

- Élimination de toutes les formes de discrimination
- Promotion de la diversité et de l'inclusion
- Protection de la vie privée

1/ Élimination de toutes les formes de discrimination

Nous croyons qu'un effectif inclusif aussi divers que la société dans laquelle nous menons nos activités est un atout stratégique. Notre ambition est de promouvoir une culture inclusive où les salariés peuvent être eux-mêmes, éprouver un sentiment d'appartenance à Bureau Veritas et s'épanouir, car « tout le monde peut être un talent » sur la base de sa performance et de comportements conformes à nos valeurs. Confiance, responsabilité, ambition et humilité, ouverture et inclusion.

Bureau Veritas interdit formellement toutes les formes de discrimination, harcèlement et autres comportements irrespectueux ou inappropriés ainsi que les traitements injustes. Cette interdiction s'applique au lieu de travail et à tout contexte professionnel. Ces principes sont décrits dans la politique d'inclusion du Groupe qui est disponible sur le site internet du Groupe :

https://group.bureauveritas.com/sites/g/files/zypfnx196/files/media/document/Inclusion_Policy_16_01_20_FR.pdf

2/ Promotion de la diversité et de l'inclusion

La promotion de la diversité et de l'inclusion, correspond à un engagement fort de l'entreprise et est soutenue par l'engagement du PDG qui est présenté sur le site internet du Groupe :

<https://group.bureauveritas.com/sites/g/files/zypfnx196/files/media/document/Executive%20Commitment%20on%20inclusion%20-%20French%20version%20-%20202016.pdf>

3/ Protection de la vie privée

Bureau Veritas reconnaît l'importance de la protection efficace et significative des données personnelles lorsqu'il recueille et utilise celles de ses collaborateurs, candidats, clients et partenaires d'affaires. Le Groupe accorde une grande importance à l'intégrité et s'engage à établir des relations solides et durables basées sur la confiance et les intérêts communs. La protection de la vie privée est essentielle pour Bureau Veritas.

Le Groupe a publié une politique de protection des données personnelles qui exprime le ferme engagement de Bureau Veritas à respecter et à protéger les données personnelles de chaque individu et à assurer le respect international des lois sur la protection des données. La politique est disponible sur le site internet du Groupe :

https://group.bureauveritas.com/sites/g/files/zypfnx196/files/media/document/BV_Personal_data_protection_policy_FR_0.pdf

4 Philanthropie

Ce chapitre fait référence aux articles 2.3.2.5 du Document d'Enregistrement Universel (DEU).

La politique du Groupe en matière de citoyenneté d'entreprise et de philanthropie a été publiée en janvier 2020. Elle est accessible dans la section RSE du site internet de Bureau Veritas :

https://group.bureauveritas.com/sites/g/files/zypfnx196/files/media/document/Corporate_citizenship_philanthropy_Policy_16_01_20_FR.pdf

Bureau Veritas a choisi de se conformer aux Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD). Le Groupe recommande à toutes ses entités d'axer leurs actions caritatives et communautaires sur 3 grands thèmes :

- **La Santé**, qui correspond aux ODD suivants :
 - Objectif n° 1 : Pas de pauvreté
 - Objectif n° 2 : Faim « zéro »
 - Objectif n° 3 : Bonne santé et bien-être
- **L'éducation**, qui correspond aux ODD suivants :
 - Objectif n° 4 : Éducation de qualité
 - Objectif n° 5 : Égalité entre les sexes
- **L'environnement**, qui correspond aux ODD suivants :
 - Objectif n° 6 : Eau propre et assainissement
 - Objectif n° 7 : Énergie propre et d'un coût abordable
 - Objectif n° 13 : Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique

En 2019, plus de 170 initiatives locales ont été organisées sous forme de mécénat de compétences et de dons, principalement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'environnement. Conformément au Code d'éthique, aucune contribution ou don à des associations caritatives n'a eu lieu en tant que moyen de corruption.

Répartition des actions philanthropiques et de citoyenneté d'entreprise

Catégories	MONTANT (€)	%
Dons : contribution en espèces	549 000 €	75 %
Dons : services en nature ou produits	71 000 €	10 %
Bénévolat : temps des collaborateurs pendant les heures de travail (estimation)	45 000 €	6 %
Frais de gestion (estimation)	69 000 €	9 %
Total	734 000 €	100 %

Répartition des dons (espèces et services en nature)

Catégories	MONTANT (€)	%
Dons aux associations caritatives	156 000 €	25 %
Investissements communautaires	203 000 €	39 %
Initiatives commerciales	127 000 €	36 %
Total	620 000 €	100 %

5 Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Ce chapitre fait référence aux articles 2.3.1.3 et 2.4 du Document d'Enregistrement Universel (DEU).

Le Code de conduite des partenaires d'affaires de Bureau Veritas a été publié en mars 2019. Il est accessible dans la section RSE du site internet de Bureau Veritas https://group.bureauveritas.com/sites/g/files/zyfmx196/files/media/document/BPCC_FR.pdf

Le Code de conduite de Bureau Veritas à l'attention des partenaires d'affaires - BPCC - s'applique à tous les fournisseurs, sous-traitants, agents et partenaires de coentreprises. Il est pleinement déployé dans tous les pays, entreprises et fonctions support. Il couvre les thèmes suivants :

L'INTÉGRITÉ

- Lutte contre la corruption et trafic d'influence
- Conflits d'intérêt
- Sanctions économiques et blanchiment d'argent
- Confidentialité et sécurité des données à caractère personnel
- Concurrence loyale
- Négociation d'actions
- Propriété intellectuelle et informations confidentielles

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Protection de l'environnement
- Droits de l'homme

LA SÉCURITÉ

- Santé et sécurité au travail

Son déploiement a été évalué en mars 2020 par chaque vice-président exécutif. Les évaluations ont conclu que :

- Le BPCC est mentionné dans les conditions générales de tous les nouveaux contrats ;
- Le BPCC a été déployé par la plupart des entités de Bureau Veritas, comme détaillé ci-dessous ;

Pourcentage d'entités faisant référence au BPCC dans les contrats signés avec des partenaires d'affaires			
Sous-traitants	Fournisseurs	Partenaires	Intermédiaires
67 %	41 %	95 %	92 %

Les entités de Bureau Veritas qui n'ont pas encore totalement achevé le déploiement du BPCC prévoient de le faire avant la fin de l'année.

- Un nombre limité de prestataires ont proposé de se référer à leur propre code de conduite. Cela concerne quelques sociétés de leasing, des fournisseurs de services de télécommunications et d'internet, des administrations publiques, des autorités gouvernementales, des organismes de normalisation et de grandes entreprises internationales telles qu'Air Liquide, DHL, LinkedIn, Gazprom...
- Quelques partenaires d'affaires n'ont pas approuvé notre BPCC et n'ont pas encore fourni leur propre code de conduite. Cela concerne des sociétés pétrolières (Qatar petroleum, Sinopec, Gulf Incon), des sociétés de location de voitures (Al Muphta rent a car), de télécommunications (China mobile, China telecom) et des autorités gouvernementales (certification des véhicules en Chine).
- Aucun cas de soupçon de non-conformité à notre BPCC par les partenaires d'affaires n'a été signalé.

Bureau Veritas s'engage à ne travailler qu'avec des partenaires d'affaires qui acceptent le BPCC du Groupe ou appliquent des politiques similaires.

Proposition de plan d'action pour les situations « en cours »

1. Publier un modèle de contrat simplifié pour les petites entités et les entités locales
2. Imposer le BPCC dans la mesure du possible au lieu d'accepter les conditions générales des fournisseurs

3. Utiliser en France la plateforme d'attestation électronique pour demander à chaque fournisseur d'accepter le BPCC
4. Mettre en œuvre FLEX pour lancer le processus P2P du Groupe
5. Publier le BPCC sur les sites internet de North America BV, où les fournisseurs peuvent le consulter et l'accepter

Les prochaines étapes sont prévues pour les périodes T4-2020 et T1-2021. Notamment :

1. Vérifier si les codes de conduite fournis par nos partenaires d'affaires sont conformes au BPCC.
2. Identifier les partenaires d'affaires qui doivent être évalués et réaliser l'évaluation ponctuelle des plus critiques à l'aide du questionnaire du Groupe.

6 Ressources Humaines

Liberté d'association

Ce chapitre fait référence aux articles 2.3.2.3 du Document d'Enregistrement Universel (DEU).

Bureau Veritas respecte la liberté d'association et de négociation collective, conformément à la législation locale. Le Groupe garantit ainsi l'exercice du droit syndical sur le lieu de travail. Cela se reflète dans notre politique de représentation des salariés. En outre, 100 % des salariés sont couverts par des conventions collectives dans les pays où leur application est répandue, comme la France, l'Espagne et l'Allemagne.

Les femmes aux postes de direction

Ce chapitre fait référence aux articles 2.3.2.2 du Document d'Enregistrement Universel (DEU).

Le pourcentage de femmes à tous les postes de direction, y compris les cadres moyens et supérieurs est de 22 % (% de l'ensemble des effectifs de direction).

7 Santé et sécurité

Veillez toujours à l'intégrité physique des collaborateurs, en tous lieux et en toutes circonstances.

Ce chapitre fait référence aux articles 2.3.2.4 du Document d'Enregistrement Universel (DEU).

Dans le cadre du projet « Safety is OUR responsibility », le Groupe s'est fixé comme objectif pour 2020 de ne signaler aucun accident ou décès. En outre, des objectifs intermédiaires annuels ont également été définis.

Pour le taux d'accidents total (TAR), l'ambition est de le réduire de 50 % entre 2014 et 2020, avec une réduction annuelle de 5 %. Le tableau ci-dessous présente les objectifs et les résultats.

Indicateur	Définition	Unités	2019	2018	2017	2016	2015
<i>Taux d'accidents total (TAR)</i>	Taux d'accidents total pour l'ensemble des accidents	Nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail x 200 000 / nombre d'heures travaillées	0,38	0,41	0,49	0,61	0,67
<i>Objectif annuel de réduction</i>	Taux de réduction du TAR		5 %	5 %	5 %	5 %	5 %
<i>Résultats</i>	Taux de réduction par rapport à N-1		8 %	17 %	20 %	9 %	

Depuis 2015, le taux d'accidents total du Groupe a diminué de 44 % (informations vérifiées par un tiers - EY).

8 Environnement et climat

Réduire l'impact environnemental, s'adapter au réchauffement climatique et préserver la biodiversité.

Ce chapitre fait référence aux articles 2.3.3.1 et 2.3.3.2 du Document d'Enregistrement Universel (DEU).

L'approche environnementale présentée ci-dessous correspond au plan d'action de Bureau Veritas destiné à réduire l'impact ou la gravité des risques mentionnés ci-dessus. Des indicateurs sont utilisés pour contrôler l'efficacité de la mise en œuvre des mesures de réduction.

La croissance de Bureau Veritas a eu un impact sur l'empreinte environnementale du Groupe, principalement sur la consommation d'électricité et les émissions de CO₂ liées aux voyages d'affaires. Afin de réduire ces impacts, des programmes internes ont été élaborés et ont abouti à une réduction normalisée de l'empreinte carbone de Bureau Veritas.

La politique environnementale de Bureau Veritas est mise en œuvre de manière égale dans toutes ses activités. Elle a été mise à jour fin 2018. Elle fixe des objectifs annuels de réduction de l'impact environnemental et met en œuvre des programmes spécifiques pour réduire les effets environnementaux les plus significatifs de Bureau Veritas. De nombreux plans d'action pilotes ont été mis en œuvre depuis 2015.

En 2019, une nouvelle politique d'éco-efficacité a été approuvée et validée par le comité exécutif. Cette politique sera déployée au travers de deux plans d'action : au niveau du Groupe et au niveau local. En raison de la crise du coronavirus, ce projet a été retardé, mais il reste une priorité importante pour Bureau Veritas.

Les programmes les plus significatifs sont les suivants.

- Gestion des voyages : des politiques sont mises en œuvre dans le monde entier pour réduire et optimiser les voyages. En effet, Bureau Veritas privilégie les voyages « à faible émission de carbone » lorsque cela est possible. Le Groupe a également commencé à mettre en œuvre un nouveau système de visioconférence pour faciliter la communication à distance et réduire les déplacements.
- Gestion du parc automobile : des politiques dédiées à la gestion du parc automobile ont été mises en place. Elles encouragent l'utilisation de véhicules à faible émission de carbone. Les véhicules hybrides et électriques sont également disponibles dans les catalogues.
- Gestion des bureaux et de l'énergie : le Groupe Bureau Veritas encourage ses filiales à recourir autant que possible à l'énergie verte afin de réduire les émissions de CO₂. La priorité accordée à l'énergie verte et aux bureaux verts dans les politiques vise également à réduire la consommation énergétique en encourageant la sélection de bâtiments à faible consommation énergétique et la mise en œuvre de projets spéciaux, tels que le remplacement de l'éclairage actuel par des LED.
- Gestion informatique : l'informatique est de plus en plus présente dans les organisations, et sa gestion est devenue l'une des priorités du Groupe Bureau Veritas pour contribuer à réduire son impact sur l'environnement. Pour ce faire, les catalogues ont été mis à jour avec du matériel plus respectueux de l'environnement et nous avons progressé en utilisant des serveurs virtuels et le cloud computing.
- Gestion des déchets : la politique de gestion des déchets est particulièrement importante compte tenu de notre certification ISO 14001. Ces questions sont abordées de deux manières :
 - Tous les déchets dangereux produits dans le cadre des activités de nos laboratoires qui suivent un processus de collecte spécifique.
 - Les déchets de bureau pour lesquels le Groupe Bureau Veritas encourage la mise en place d'un tri sélectif lorsque cela est possible.

Tous les KPI environnementaux présentés ci-dessous ont été audités par un tiers (EY).

Couverture des exigences des entreprises / Lignes directrices

Bureau Veritas a défini ses politiques, procédures, instructions et exigences en matière de qualité, de santé et sécurité, de sûreté et environnement. Ces exigences sont applicables à toutes les parties prenantes de Bureau Veritas. En plus de la politique environnementale, Bureau Veritas a créé deux documents pour couvrir toutes les parties prenantes :

- Code de conduite des partenaires d'affaires
- Manuel HSSE du Groupe pour les parties prenantes

Veuillez trouver ci-dessous la liste des parties prenantes avec la documentation en place pour gérer les sujets de QHSSE :

	Code de conduite des partenaires d'affaires	Charte QHSSE du Groupe	Politique d'éco-efficacité	Manuel HSSE du Groupe	Autres
Opérations de production et installations commerciales	X	X	X		
Produits et services	X	X	X		
Distribution et logistique	X	X	X		
Gestion des déchets	X	X	X		
Fournisseurs, prestataires et entrepreneurs	X	X		X	
Autres partenaires d'affaires clés	X	X			
Due diligence, fusions et acquisitions	X	X			QHSSE Groupe 118-R1 et R2 QHSSE PMIP Liste de contrôle de due diligence et plan d'action

Notre système de management HSE se base sur notre charte HSE, signée par le Directeur Général de Bureau Veritas et révisée en 2019. Notre impact environnemental est limité par rapport aux secteurs de la production/industriel, mais comme nous souhaitons concrétiser les valeurs que nous prônons et soutenir notre certification ISO 14001, nous identifions toutes les sources d'impact environnemental et les gérons en conséquence.

Les exigences internes du Groupe en matière de HSE ont été fixées pour établir le minimum applicable dans tous les pays, y compris les acquisitions (il est demandé aux acquisitions de se conformer au système de management QHSSE du Groupe dans un délai de 12 à 18 mois). Depuis début 2013, la part des activités des laboratoires dans le portefeuille de Bureau Veritas a considérablement augmenté, ce qui a permis de mettre davantage l'accent sur la gestion des déchets et des produits chimiques.

Éco-efficacité

Afin de mesurer le niveau de CO₂ émis par le Groupe et d'évaluer l'efficacité des programmes environnementaux, l'outil interne « BV Carbon » a été intégré à l'outil plus large « Environmental and Carbon reporting » en 2014.

Les périmètres suivants sont pris en compte :

- Champ d'application 1 - Émissions directes : somme des émissions directes induites par la combustion de combustibles fossiles (pétrole, gaz, etc.) ou de ressources détenues ou contrôlées par l'entreprise ;
- Champ d'application 2 - Émissions indirectes : somme des émissions indirectes induites par l'achat ou la production d'électricité ;
- Champ d'application 3 - Autres émissions : somme de toutes les autres émissions indirectes, y compris les déplacements professionnels, les trajets domicile-travail et le recyclage des équipements numériques.

L'analyse des données disponibles montre que la consommation d'électricité est l'un des deux postes qui génèrent la plus grande partie des émissions de CO₂ liées aux activités du Groupe.

Ainsi, les résultats de la consolidation des données de 2019 sur notre empreinte carbone liée à la consommation d'électricité de nos laboratoires sont identiques à ceux présentés ci-dessus sous la rubrique « Consommation énergétique ».

Les voyages d'affaires représentent le deuxième facteur de contribution aux émissions de CO₂. En 2019, la consolidation de l'empreinte carbone liée aux voyages d'affaires couvre pour les bureaux 78 % du personnel de Bureau Veritas, soit 97 % du personnel des bureaux comptant plus de 50 personnes.

Afin de pouvoir déployer un plan d'action efficace, il est important d'analyser les consommations et de se concentrer sur les principaux domaines. Chez Bureau Veritas, cette analyse est divisée en 2 catégories : les laboratoires et les bureaux.



Les éléments suivants détaillent les émissions en fonction des champs d'application.

Tonnes d'équivalent CO ₂	Scope 1	Scope 2	Scope 3
2018	39 323	61 689	173 534 (1)
Objectif 2018	40 345	54 261	80 000
2019	66 700 (3)	63 315	159 007 (1)
Objectifs 2019 (2)	41 200	64 770	182 210

- (1) Les résultats pour le scope 3 présentés ici couvrent les voyages, les trajets domicile-travail et le recyclage des équipements numériques. Ils ont été validés par un tiers (EY)
- (2) Sur la base d'une augmentation des revenus de 5 % en 2019
- (3) L'augmentation des émissions de CO₂ est due à une société basée aux États-Unis et au Canada qui représente plus de 50 % des émissions et plus de 80 % de la consommation de carburant. Ces émissions de laboratoires n'ont pas été déclarées en 2018, car les données correspondantes n'étaient pas disponibles au moment de la clôture du rapport.

Afin de mesurer les progrès et l'efficacité des actions du Groupe, Bureau Veritas a mis en place un indicateur de performance clé (KPI) pour mesurer son intensité carbone pour les scopes 1 et 2 : PerfEnv = tonnes de CO₂ équivalent / Revenus en millions €

- PerfEnv 2019 = 25,4 tCO₂e/M€
- PerfEnv 2018 = 21,0 tCO₂e/M€
- PerfEnv 2017 = 25,4 tCO₂e/M€

Énergie

Pour atteindre les objectifs fixés par le Groupe, des plans d'action locaux sont mis en œuvre, documentés et communiqués. Ces actions sont de nature incitative (campagnes d'information), comportementale (arrosage régulé, contrôle de la température intérieure, optimisation de l'éclairage) ou managériale (procédures, systèmes de management).

L'ambition du Groupe est de promouvoir l'énergie verte, dans la mesure du possible. Un objectif ambitieux a été fixé pour porter l'utilisation de l'énergie verte à 10 % de notre consommation totale à l'horizon 2020. L'exécution de cette politique se heurte à des situations locales difficiles dans les pays où il n'existe pas d'offre d'énergie verte.

Fin 2019, 3 % (4726 MWh contre 600 MWh en 2018) de notre consommation d'électricité était verte. Par conséquent, l'objectif de 10 % à l'horizon fin 2020 pourrait être difficile à atteindre.

Eau

La consommation d'eau au sein du Groupe est une question à multiples facettes. L'ambition est de recueillir des informations fiables sur la consommation d'eau pour 100 % de nos entités concernées.

La consommation d'eau a diminué de 18 % (0,936 m³ en 2019 contre 1,115 m³ en 2018). L'objectif a été fixé à 1,19 m³, soit une augmentation de 0 % sur une base comparable.

Déchets

En raison de ses activités, le principal déchet de Bureau Veritas en termes de volume est la consommation de papier. Afin de limiter la consommation et de réduire la quantité de déchets produits, de nombreuses initiatives ont été mises en place dans les entités du Groupe. Elles visent à mettre en œuvre le reporting, l'impression et l'archivage électroniques, lorsque les clients et les exigences réglementaires le permettent. Bureau Veritas procède à une migration vers une production « sans papier » pour le secteur des produits de consommation (réduction de la consommation de papier, stockage et expédition).

D'autres types de déchets, tels que le carton, le plastique, le verre, les piles/batteries, les lampes, les déchets d'équipements électriques et électroniques, les déchets chimiques et les échantillons minéraux résultant des tests de laboratoires générés par le Groupe sont mesurés et gérés conformément aux réglementations locales exigeant leur élimination via des filières spécialisées.

En raison de l'importance croissante des activités de laboratoire, le reporting en matière de déchets a été amélioré afin de mieux mesurer les données et d'améliorer leur fiabilité. Ce reporting concerne presque toutes nos entités (93 %). Cependant, les

informations spécifiques sur les déchets recyclables ne faisaient pas partie des éléments gérés. En 2019, l'outil de reporting sera renforcé afin de fournir de meilleures données sur la gestion et la production des déchets.

Dans les rapports précédents, le volume des déchets était uniquement basé sur la consommation de papier. Ces déchets ont augmenté entre 2018 et 2019, passant de 1 237 à 1 361 tonnes. L'objectif pour 2019 était de 1 300 tonnes, compte tenu de l'augmentation significative des revenus et du nombre de collaborateurs au cours de l'année.

En 2019, Bureau Veritas a amélioré sa méthodologie de reporting en matière de déchets afin de déclarer tous les types de déchets. Le total des déchets produits représente 17 695 tonnes, dont 5 800 tonnes de déchets utilisés/recyclés/vendus. Le total des déchets éliminés est de 11 895 tonnes.

9 Cybersécurité et confidentialité des données

Renforcer la résilience du Groupe dans un monde numérique. Garantir la protection des données des personnes et des clients.

Ce chapitre fait référence à l'article 2.3.1.4 du Document d'Enregistrement Universel (DEU).

Les systèmes d'information et les solutions numériques sont essentiels pour développer la stratégie et la croissance du Groupe. Face à des menaces en constante évolution et à une exposition numérique croissante, la protection des données des clients est l'une des préoccupations majeures du Groupe. Bureau Veritas cherche également à protéger ses activités et son expertise, à assurer la conformité aux lois et réglementations, et à protéger ses données stratégiques et financières.

Conformément à ces priorités, un ensemble d'indicateurs de risque est contrôlé pour suivre les tendances et déclencher des plans d'action d'amélioration si nécessaire.

Cybersécurité

	2017	2018	2019
Nombre d'incidents de cybersécurité signalés (*)	3	1	0
Nombre d'incidents impliquant les données des clients	0	0	0
Nombre de clients touchés par une faille de sécurité	0	0	0
Nombre d'amendes et de sanctions causées par des violations de données et infligées par les autorités	0	0	0

(*) à l'exclusion des événements liés aux ordinateurs personnels sans fuite de données (par exemple, les attaques de logiciels malveillants)

Protection de la vie privée

	2017	2018	2019
Nombre de demandes reçues de la part de clients et de tiers	0	0	0
Nombre de plaintes des autorités de protection des données	0	0	0

Pour de plus amples informations, voir également dans ce document :

- Chapitre 3 : Droits de l'homme (la politique de confidentialité du Groupe Bureau Veritas protège les collaborateurs et les utilisateurs externes) et
- Chapitre 5 : Gestion de la chaîne d'approvisionnement (en acceptant le Code de conduite des partenaires d'affaires de Bureau Veritas, ou des politiques similaires, les fournisseurs, sous-traitants et partenaires s'engagent à assurer la protection des données personnelles).

10 ANNEXES

Charte du Groupe en matière de santé, de sécurité et d'environnement

Health, Safety Security & Environmental Statement



Bureau Veritas' HSSE (Health, Safety, Security & Environment) vision is an accident free workplace, that causes no harm to people and that minimizes the environmental impacts of business activities.

The following elements constitute the heart of Bureau Veritas commitment to continuously enhance our HSSE performance and to add value for our clients and employees.

The present statement apply to all employees and subcontractors.

OUR PRINCIPLES

- Safety is an absolute
- Health, Safety, Security and Environment at work is our responsibility:
 - Line management demonstrates leadership and is accountable for compliance
 - Each employee, sub-contractor and visitor must comply and be alert

OUR MANAGEMENT SYSTEM

- Risks and opportunities are identified and managed especially where they have the potential to cause an accident, injury to people, or unacceptable impacts on the environment or the community
- Employees and sub-contractors are empowered to address unsafe or hazardous situations

OUR COMMITMENTS

- Provide a safe workplace and systems of work to prevent accident and injury to people
- Secure and protect employees is overriding priority for all business activities
- Involve employees and sub-contractors in determining and selection of safety priorities
- Increase employees HSSE awareness and safe behavior
- Mitigate hazards and reduce HSSE risks
- Continually improve the HSSE management system
- Comply with relevant HSSE legislation, Group policies and clients requirements
- Prevent pollution, minimize energies consumption and waste generation
- Protect biodiversity


Didier Michaud-Daniel - Chief Executive Officer
November 2018

Certificat ISO 14001 du Groupe

Annexes disponibles sur demande



CERTIFICATE

Management system as per
EN ISO 14001 : 2015

In accordance with TÜV NORD CERT procedures, it is hereby certified that

Bureau Veritas
8, cours du Triangle
92800 Puteaux
France

with the locations / sites according to the annex 2

applies a management system in line with the above standard for the following scope

Please see scope annex 1

Certificate Registration No. 44 104 160145
Audit Report No. 3521 8828

Valid from 2019-02-01
Valid until 2022-01-31
Initial certification 2010



Certification Body
at TÜV NORD CERT GmbH

Essen, 2020-01-25

This certification was conducted in accordance with the TÜV NORD CERT auditing and certification procedures and is subject to regular surveillance audits.

TÜV NORD CERT GmbH Langemarckstraße 20 45141 Essen www.tuev-nord-cert.com



Deutsche
Akkreditierungsstelle
D-ZM-12007-01-00